Bernadette BENSAUDE-VINCENT, *L'opinion publique et la science. À chacun son ignorance*

3^e éd., Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche/Sciences humaines, 2013
[1999], 226 pages

Bernard Heizmann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9128>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9128

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 390-392

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bernard Heizmann, « Bernadette BENSAUDE-VINCENT, *L'opinion publique et la science. À chacun son ignorance* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9128> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9128>

aux personnes, d'où la célèbre loi d'interdiction du 29 juillet 1881. Mais cette loi n'a pas enrayer le phénomène de délinquance graphique dont témoignent les affichages sauvages, les graffitis, le billet anonyme que traquent les policiers afin d'en identifier les auteurs. Malgré les moyens mis à leur disposition (graphologie, caractérologie, colombophilie), ces derniers sont confrontés à une tâche ardue : « Contrôler les écrits sur la pierre, le papier, et même veiller à ceux qui pourraient circuler dans le ciel, telle est l'ampleur de la tâche policière. Rien ne doit échapper au lecteur » (p. 97). C'est alors peu avant les débuts de la Première Guerre mondiale que la police de l'écriture se dote de moyens « techniques et scientifiques » (p. 102) lui permettant de rechercher dans l'infime le détail qui permettra l'identification de suspects ou de coupables. L'idée initiale en revient à Alexandre Lacassagne (1843-1924), professeur de médecine légale à Lyon, qui, à partir d'écrits des prisonniers de la maison d'arrêt Saint-Paul à Lyon, avait développé « une anthropologie criminelle ayant notamment pour objet l'argot mais aussi les tatouages » (p. 103). Mais c'est son disciple, Edmond Locard (1877-1966), un esprit véritablement polymathe, organisé, minutieux, qui dotera la ville de Lyon, dès 1909, d'un laboratoire de police scientifique. Philippe Artières décrit avec la plus extrême précision le détail des matériaux dont a besoin l'enquêteur, détaille avec une joie gourmande la minutie des procédures d'analyse, analyse avec précaution les résultats de ces enquêtes, mais a du mal à pousser l'enquête sur son rôle et ses actes pendant l'Occupation. Reste le travail de méthodologie et d'investigation réalisé par ce dernier, mais qui trouve son terme à cette époque avec l'essor de l'image photographique : « L'identification par l'écrit est trop complexe, trop coûteuse en temps. L'Occupation marque ainsi la fin de la puissance de l'écrit et avec elle sans doute la possibilité de se rendre anonyme. Car l'écrit permettrait de tromper le lecteur lambda, l'agent, le soldat ; la photographie beaucoup moins » (p. 156).

De cette enquête aussi passionnante qu'originale, on retiendra que le regard légal et policier porté sur l'écrit en mouvement, comme l'écrit l'auteur, s'est peu à peu « équipé au point de constituer l'écriture en image » jusqu'à définir l'aporie et la fin même de sa lucidité. Par son abondance et sa précision, l'appareil de notes rejeté en fin de volume tient lieu de bibliographie et permet au lecteur d'approfondir à sa guise les éléments de réflexion que lui procure ce surprenant ouvrage.

Jacques-Philippe Saint-Gerand
CeReS, université de Limoges, F-87000
jacques-philippe.saint-gerand@unilim.fr

Bernadette Bensaude-Vincent, *L'opinion publique et la science. À chacun son ignorance*.

3^e éd., Paris, Éd. La Découverte, coll. Poche/Sciences humaines, 2013 [1999], 226 p.

L'ouvrage de Bernadette Bensaude-Vincent, qu'on peut considérer comme un classique dans son domaine, examine, d'un point de vue épistémologique, les relations entre la science, le pouvoir et l'opinion, dans leurs avatars et leurs évolutions historiques respectifs, de l'Antiquité à nos jours, mais essentiellement du ^{xviii}^e siècle aux toutes dernières années. L'ouvrage reparait dans son état de 1999 (première édition) simplement assorti d'une postface inédite de l'auteur, qui fait le point sur les derniers événements et évolutions en la matière.

Examinant donc chronologiquement comment science, public et opinion se sont constitués et ont interagi, Bernadette Bensaude-Vincent commence par poser deux modèles de la science, l'un qui procède par critique et rupture avec les modèles antérieurs, l'autre qui est plus dogmatique et vise à sauvegarder les modèles existants. De même, à propos de l'opinion, elle introduit un *distinguo* entre les savants et les « autres », qui constituent donc le public ou l'opinion, les deux termes n'étant pas nécessairement synonymes dans la suite de sa démonstration. La notion de fossé – entre science et public – est également posée, et fera l'objet d'analyses dans la suite de l'ouvrage. Après une période, surtout le ^{xviii}^e siècle, où la science a impliqué le public pour trouver son autonomie, en particulier par rapport au pouvoir, se succèdent, selon l'auteur, plusieurs moments qui conduisent tous à écarter progressivement l'opinion, voire à la considérer comme un repoussoir (la *doxa*) par rapport auquel la science a pu se construire et se définir. Ce couplage et cette dichotomie ont aussi permis que se définissent, dans le même temps, un fossé entre ces deux approches du monde, ainsi que les outils et les professionnels conduits à travailler pour tenter de combler ce fossé, Bernadette Bensaude-Vincent allant jusqu'à avancer l'idée que la notion de fossé a pu émerger pour justifier certaines pratiques, du côté des sciences comme de celui de la vulgarisation, introduisant en même temps le couple notional producteur/consommateur de science. « Écartée », disqualifiée, l'opinion finit par être « embrigadée », en ceci qu'elle a été sollicitée dans les entreprises de revalorisation de la science qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, assorties des logiques commerciales qui les ont accompagnées, mises en œuvre par les éditeurs de vulgarisation, et même « malade », parce que des « alertes » à l'irrationalisme ou à l'illettrisme scientifique ont pu être lancées.

Examinant plusieurs anecdotes ou récits au pouvoir symbolique fort pour éclairer son propos au fil de l'ouvrage, l'auteur termine en comparant deux récits, l'un concernant Thalès et l'autre Démocrite, sur la question cruciale de l'autonomie du scientifique dans la cité, pour en conclure qu'une voie moyenne peut être trouvée qui, au côté d'une science qui garde ses prérogatives et ses valeurs, autorise à imaginer un « savoir de l'opinion », une « opinion volontaire », qui ne doivent pas être dévalorisés et constituent une autre manière de comprendre le monde, qui elle aussi fait sens.

La postface, sur laquelle nous nous attarderons et qui frappe par son optimisme, fait état d'événements et évolutions récents, qui, selon Bernadette Bensaude-Vincent, correspondent à une redéfinition favorable des relations entre science et public, qui va dans le sens de la conclusion de son ouvrage. L'opinion n'est plus disqualifiée et, plutôt que de public, on préfère parler de citoyen, celui-ci étant donc pleinement impliqué dans des processus et des procédures qui contribuent à réfléchir, débattre, décider, au sujet de projets qui touchent au scientifique et au technique. Plutôt que de raisonner en termes de déficit de connaissances, de culture, il s'agit de penser en termes de participation, celle du citoyen qui est associé, notamment comme lanceur d'alerte, à une « démocratie technique » qui le situe dans un jeu où il trouve sa place aux côtés des experts, quitte à proposer une forme de contre-expertise et à élaborer des contre-propositions ou au moins des solutions alternatives au projet présenté et débattu. L'auteure examine les limites du modèle, qu'elles soient liées au rôle effectif du citoyen dans les dispositifs présentés, à celui des technologies de l'information, ou aux manipulations de l'opinion qui ont pu être le fait de certaines institutions. Les débats eux-mêmes ont pu trouver leurs limites, soit par le fait qu'ils ont été bloqués par une forte contestation, soit qu'ils aient été trop encadrés pour être effectivement des lieux d'échanges et de construction commune de décisions.

L'ouvrage examine avec une grande finesse le jeu d'interactions et de relations, de définitions réciproques aussi, qui s'est établi entre les pouvoirs publics, le champ scientifique et le public ou l'opinion. Procédant souvent par paradoxes, l'auteure révèle des éléments, par exemple sur la manière dont les Lumières et la Révolution ont pu envisager les liens entre science et public ou sur la construction et la définition de la vulgarisation scientifique par rapport à un supposé fossé qui se serait creusé au fil du temps entre science et public, éléments qui permettent au lecteur de renouveler son point de vue sur ces questions. L'intérêt est aussi lié au choix d'écriture qui consiste

à en passer, finalement à la manière de la vulgarisation, par des faits, des anecdotes ou des récits fondateurs qui cristallisent et explicitent le propos avec une grande clarté, notamment quand la chercheuse choisit de mettre deux de ces récits en regard, pour que la comparaison elle-même vaille pour démonstration – là aussi on retrouve un des procédés favoris de la vulgarisation. On peut penser, par exemple, au premier chapitre de la première partie de l'ouvrage (« 1784 », pp. 19-24), dans lequel elle met en regard « deux événements » de 1784, l'élaboration de sa conception des Lumières par Emmanuel Kant et le travail d'une commission de l'Académie royale de sciences qui enquête, à la demande du pouvoir royal, sur les cures magnétiques de Franz-Anton Mesmer, fort populaires à ce moment ; la comparaison ouvre notamment la voie à une réflexion sur le rôle dévolu à l'opinion et au public à ce moment de l'histoire des sciences.

L'opinion publique et la science est donc réédité à l'identique et on peut regretter, en plus de quelques erreurs typographiques et de mise en page que la bibliographie n'ait pas bénéficié d'une mise à jour qui aille au-delà des quelques compléments apportés en note de bas de page dans la postface. Ainsi certains aspects de la problématique centrale du livre, examinés pourtant par d'autres auteurs, sont-ils assez peu pris en compte. On pense à sa dimension sociale ou sociologique (construction sociale de la science, typologies des « publics »...), très peu présente, ou au rôle majeur du récit dans les discours de l'histoire des sciences ou de la vulgarisation, alors que l'auteure elle-même y recourt. Il peut aussi être surprenant de constater que la fin de l'ouvrage, de sa troisième partie, « Alternatives » (pp. 155-195), à son « Épilogue » (pp. 197-201) et à sa postface (pp. 203-213), semble verser dans une certaine forme d'optimisme comme si les dernières solutions envisagées dans la relation science-public – de la « science citoyenne » aux « forums hybrides » qui font se côtoyer les citoyens, les représentants des pouvoirs publics et les experts – allaient effectivement créer les conditions pour que le divorce (en 2003, un autre titre de l'ouvrage, cette fois édité par Les Empêcheurs de penser en rond, a été *La science contre l'opinion. Histoire d'un divorce*) trouve une solution heureuse, une manière de conciliation ou de coexistence, qui vienne couronner la démonstration de l'auteur. La postface est certes plus nuancée que cela, mais toute la fin de l'ouvrage va bien dans le sens d'une possible résolution, qui peut pourtant paraître incertaine quand on regarde les dernières évolutions scientifiques, technologiques et le rôle donné aux médias, aux pouvoirs économique ou politique et au public, dans les grandes questions qui touchent à l'environnement ou à l'internet par exemple.

Il n'en reste pas moins que le livre de Bernadette Bensaude-Vincent constitue une approche très fine, très complète et originale des questions liées à la fois à la fondation et aux fondements des notions d'opinion, de public dans le champ des sciences. Cette approche aborde, dans leur complexité, les relations entre public, pouvoirs et sciences au fil de l'Histoire, et permet au lecteur de disposer aussi bien d'éléments fondamentaux sur l'évolution générale des sciences, sur leur évolution au regard de leur lien avec le public, sur l'émergence de notions clés comme la vulgarisation scientifique, le tout vu à travers une pensée originale qui progresse selon un argumentaire éprouvé et sait user du paradoxe pour éclairer utilement le lecteur.

Bernard Heizmann

ESPÉ, université de Lorraine, F-57000

bernard.heizmann@univ-lorraine.fr

Gilles BERTRAND, Pierre SERNA, dirs, *La République en voyage 1770-1830*.

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2013, 441 p.

L'aspiration à la République, l'expérience de celle-ci, ainsi que la notion et le vécu du « voyage », se rencontrent dans l'ouvrage. Le terrain, c'est à la fois ce *British North America* qui se mue en États-Unis d'Amérique, et les parcours et récits des voyageurs (y compris ceux qui ne quittent guère leur domicile). Issu d'un colloque du même nom au musée de Grenoble en 2010, ce livre comporte une vingtaine de communications, une introduction et une conclusion. La plupart des contributions porte sur les pays du continent européen. Si la notion du « grand tour » perdure, elle marque peu les personnages issus de milieu non aristocratique ou de la grande bourgeoisie qui peuplent la plupart de ces pages.

L'historien de la presse peut regretter que l'excellent index des noms de personnes ne soit pas accompagné d'un index des périodiques et d'autres publications évoquées de temps à autre. *A contrario*, on relève que Jacques Pierre Brissot (de Warville), grand voyageur en Europe et aux États-Unis, est l'un des journalistes-pamphlétaires le plus cité. Comme il est écrit, « nombreux sont les voyageurs [dont Brissot] qui [...] guettent dans les pays visités [...] tour à tour des repoussoirs et des modèles dont il serait possible de s'inspirer pour réformer leur propre pays » (p. 117). En effet, plusieurs de ces communications concernent la France, même si, ostensiblement, il n'en est pas question.

Les deux directeurs de l'ouvrage sont l'un (Gilles Bertrand), spécialiste du voyage, l'autre (Pierre Serna), spécialiste des idées et pratiques républicaines. Par rapport à la problématique qui sous-tendait le colloque, certains des contributeurs livrent une étude d'un personnage qu'ils étudient depuis longtemps – tel Bertrand Barère pour Maïté Bouyssy (pp. 379-392) –, tandis que d'autres semblent attaquer directement celle-ci, sans pour autant aboutir à des conclusions aussi convaincantes qu'ils auraient pu espérer : on pense au texte de Gabor Gelliéri, « Voyager : un programme républicain » (pp. 221-231) sur un personnage qui n'était pas de premier plan, Louis Portiez. Il arrive que l'un des contributeurs s'empare d'un tel personnage – Jean-Luc Chappey (pp. 233-250) qui centre son attention sur Antoine-Gilbert Griffet de Labaume, par exemple – et qu'il apparaisse que ce n'est pas tant son rôle principal, traducteur, qui s'avère pertinent pour le propos de l'ouvrage, mais son activité de journaliste – participant à la rédaction du *Bien informé*.

Force est de reconnaître que grande est l'ombre de Napoléon Bonaparte. On pouvait s'y attendre. C'est surtout à cause de celui-ci que, comme l'écrit Pierre Serna (pp. 401-413), « la République est toujours plus loin ». Ce dernier argumente ainsi : « Nation, patriotisme, guerre et république commencent à se rapprocher de façon problématique pour une partie de l'opinion » (p. 410). L'opinion – François Furet et Mona Ozouf (dirs, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988) l'ont démontré avec bien d'autres – est encore une nébuleuse. Certains des auteurs réunis se montrent convaincus que « voyage et république » sont intimement liés. D'autres s'attardent plus sur les républicains fugitifs ou vagabonds. C'est dire la diversité des objets, personnages et thèmes abordés. La richesse de l'ouvrage tient surtout à la multiplicité des parcours recensés. Certains sont dans le droit fil de la problématique ; pour d'autres, les fils s'entremêlent. Il arrive que ce soit certains ressortissants français qui tiennent les propos les plus désopilants : telle la formule de La Fayette en 1830 : « La monarchie constitutionnelle est la meilleure des républiques » (p. 362), ou encore que ce soit les étrangers, tel l'Irlandais Theobald W. Tone, qui se montrent les plus à même de raconter leurs missions aux couleurs d'un « voyage en République ». Le tout retrace une belle odyssée.

Michael Palmer

CJM, université Sorbonne nouvelle-Paris 3, F-75005

michael.palmer@univ-paris3.fr